



## SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES SECTION DE SEINE-ET-MARNE

Centre des Finances Publiques – Local Syndical  
Cité Administrative,  
20 Quai Hippolyte Rossignol 77 000 Melun  
Tél : 06 14 26 81 75 ou 06 58 63 21 24

Monsieur VALES Jean-Marc  
Directeur Départemental des Finances  
Publiques de Seine-et-Marne  
38 avenue Thiers  
77 000 MELUN

A Melun, le 15 avril 2020

M Le Directeur Départemental,

Suite à l'audioconférence de vendredi 10 avril, il a été indiqué que la prochaine audioconférence (jeudi 16 avril) porterait principalement sur l'hygiène et la sécurité pendant la campagne IR.

Nous vous rappelons que suite à notre demande du 7 avril, vous nous avez accordé une audioconférence spéciale « campagne IR ».

Par ailleurs, la DDFiP 77 organise en date du jeudi 16 avril au matin une audioconférence entre le Pôle Fiscal et les différents acteurs de cette campagne IR.

Solidaires Finances Publiques 77 souhaite que cette réunion spéciale « campagne IR » regroupant l'ensemble des problématiques liées à la campagne (hygiène, sécurité, organisation...) se tienne vendredi 17 avril. Ainsi nous pourrions également faire remonter les interrogations ou questionnements des agent·es qui auraient pu naître lors de cette audioconférence.

En préparation de cette future réunion, nous tenons à préciser certains points primordiaux pour la santé des agent·es et le bon déroulement de la campagne.

Le Ministre de l'Action et des Comptes Publics porte la lourde responsabilité de maintenir la campagne IR dans cette période hautement risquée. À votre niveau, vous êtes également responsable de la santé des agent·es.

Aussi Solidaires Finances Publiques 77 souhaite que les consignes de la Direction Générale en matière d'accueil du public soient strictement respectées, à savoir, aucune réception physique ne doit avoir lieu ni dans les Centres des Finances Publiques, ni dans les MSAP. Il en va de la protection de la santé des agent·es comme des usager·ères.

Dans ce contexte, les usagers ne devront pas être pénalisés par l'absence de réception physique et nous demandons à ce que des souplesses leur soient garanties en vue des régularisations ultérieures.

Comme nous vous l'avons indiqué dans notre courrier du 6 avril 2020, nous souhaitons un respect strict des consignes sanitaires avec un minimum d'agent·es en présentiel.

Nous vous rappelons la déclaration du Ministre de la Santé qui a affirmé le 16 mars dernier que l'on ne devait pas côtoyer plus de 5 personnes par jour.

Nous souhaitons ainsi que les systèmes de roulement mis en place actuellement soient maintenus ainsi que les règles de distanciation sociale respectées (1 agent·e par marguerite, utilisation de box inutilisés si besoin).

Nous souhaitons également qu'il soit mis à disposition des masques, des gants ainsi que du gel hydroalcoolique pour l'ensemble des agent·es en présentiel. Ces agent·es doivent toutes et tous disposer des moyens pour se protéger.

Solidaires Finances Publiques 77 veillera à ce que toutes les conditions pour la protection des agent·es en présentiel soient effectives. À défaut, nous n'hésiterons pas à inviter les agent·es à se saisir de leur droit de retrait ou droit d'alerte. Nous n'hésiterons pas également à interpeller les différents acteurs de prévention.

Nous veillerons de plus à ce que l'hygiène des locaux soit maintenue. Le ménage renforcé (financé par le CHSCT jusqu'au 30 avril) doit être pérennisé durant toute la crise sanitaire (jusqu'au 11 mai et au-delà).

Par ailleurs, nous sommes surpris de voir que des consignes en matière de présentiel ont déjà été adressées dans certains services alors que la note de cadrage n'est pas encore parue.

Lors de l'audioconférence du mardi 14 avril avec les organisations syndicales nationales, la Direction Générale a précisé quelques consignes et notamment un taux de présentiel de 25 % en début de campagne.

De plus, le Président de la République s'est félicité lors de son intervention télévisée du 13 avril du respect du confinement. Pour Solidaires Finances Publiques 77, cela serait un non-sens que de vouloir faire revenir les agent·es en présentiel alors que le confinement est fixé jusqu'au 11 mai.

Solidaires Finances Publiques 77 souhaite une communication quotidienne du nombre d'agent·es présent·es sur chaque SIP durant la campagne.

Concernant le télétravail, au-delà du fait que nous souhaitons connaître le nombre précis de télétravailleur·euses actuels par service, nous souhaiterions connaître la dotation exacte et la future répartition des ordinateurs en télétravail par SIP.

De plus, nous tenons à ce que les agent·es actuellement en télétravail ne soient pas contraint·es à retourner dans les services. Il en est de même pour les agent·es en autorisation d'absence pour garde d'enfants.

Aucune pression ne devra être effectuée auprès de ces agent·es afin qu'il-elles reviennent dans les services.

Pour les agent·es « non empêché·es » se portant volontaires (vérificateurs, PCE, PCR) pour apporter un soutien à l'activité déportée (par mail/téléphone), l'utilisation de leur matériel personnel doit être proscrit, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité.

Nous vous demandons l'ensemble de ces dispositifs afin de préserver au maximum la santé et la sécurité des agent·es de la DDFiP 77 mais également afin que la campagne IR, aussi particulière soit-elle, se réalise dans les meilleures conditions pour les agent·es et les usager·ères.

Solidaires Finances Publiques 77 ne cessera d'agir pour protéger, soutenir et défendre les agent·es de la DDFiP77 afin qu'il-elles puissent exercer leurs missions dans les meilleures conditions, ce qui bénéficiera à l'ensemble de la collectivité.

N'oublions pas que l'objectif prioritaire doit être la protection des agent·es, de préserver le public et de lutter contre la pandémie.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour la Section Solidaires Finances Publiques 77  
Laureen GABORIT et Guillaume LEFIER